

Unité départementale du Rhône
63 avenue Roger Salengro
69100 Villeurbanne

Villeurbanne, le 12/06/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/06/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

THION

B.P.2
69470 La Ville

Références : UD-R-CTESSP-25-216-PS
Code AIOT : 0010600230

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/06/2025 dans l'établissement THION implanté 54 route de Charlieu B.P.2 69470 Cours. L'inspection a été annoncée le 11/04/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente visite avait pour objectif de vérifier la mise en conformité du site suite aux demandes formulées lors de l'inspection de 2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- THION
- 54 route de Charlieu B.P.2 69470 Cours
- Code AIOT : 0010600230
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Thion est autorisée à exploiter son activité de production de textiles d'entretien dans le cadre de son arrêté préfectoral du 13 mars 2012. Elle est classée à autorisation au titre de la rubrique 2311 (traitement de fibres d'origine végétale, cocons de vers de soie, fibres artificielles ou synthétiques) des installations classées pour la protection de l'environnement.

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 13/03/2012, article 17.2	Demande d'action corrective	6 mois
2	Disconnecteur	Arrêté Préfectoral du 13/03/2012, article 16.2	Demande d'action corrective	6 mois
4	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 13/03/2012, article 24.3	Demande d'action corrective	6 mois
5	Moyens d'intervention en cas d'incendie	Arrêté Préfectoral du 13/03/2012, article 27.2, 27.3	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
6	Gestion des eaux d'extinction	Arrêté Préfectoral du 13/03/2012, article 17.4, 28.2.4	Demande d'action corrective	6 mois
7	Rétentions	Arrêté Préfectoral du 13/03/2012, article 26.3	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 13/03/2012, article 18.7, annexe 2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette visite a permis de relever des non-conformités vis-à-vis des prescriptions examinées. L'exploitant devra selon les délais mentionnés dans le rapport, mettre en œuvre les actions nécessaires permettant de lever ces non-conformités.

Compte tenu des non-conformités persistantes concernant les moyens d'intervention incendie et le stockage de produits chimiques sans rétention, l'inspection propose à madame la préfète de mettre en demeure l'exploitant.

Un délai supplémentaire a été accordé à l'exploitant pour la mise en conformité concernant la prescription relative l'isolement des eaux d'extinction sur site en cas d'incendie.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan des reseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/03/2012, article 17.2
Thème(s) : Risques chroniques, incendie
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.
Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant a transmis un plan faisant apparaître : - les deux arrivées d'eau AEP ; - les deux poteaux incendie : après visite sur site, le poteau identifié à l'ouest du site n'est pas localisé correctement. Le plan ne fait pas apparaître les réseaux d'eau pluviale et intérieur du site : - les eaux pluviales du site sont évacuées dans la rivière la Trambouze qui est soit limitrophe soit en partie canalisée sous le bâtiment. 2 points de rejet ont été visualisés au droit du parking voiture. Aucun traitement par séparateur d'hydrocarbures n'est présent; - les eaux vannes sont acheminées vers la station d'épuration mixte de la communauté de communes du Pays d'Amplepuis-Thizy; - l'exploitant n'a pas été en mesure de préciser l'exutoire des avaloires présents dans les bâtiments d'activité.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Demande n°1 : dans un délai de 6 mois, l'exploitant réalise un plan des réseaux à jour avec l'ensemble des paramètres présents à l'article 17.2 de son arrêté préfectoral. Celui-ci est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 2 : Disconnecteur

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/03/2012, article 16.2
Thème(s) : Risques chroniques, incendie
Prescription contrôlée : 16.2 - Protection des réseaux d'eau potable et des milieux de prélèvement

<p>Réseau d'alimentation en eau potable.</p> <p>Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la dernière inspection, l'exploitant n'a pas été en mesure d'indiquer si des disconnecteurs étaient présents ni leur état de fonctionnement.</p> <p>L'exploitant a transmis un devis non validé pour la pose d'un disjoncteur. L'exploitant a indiqué qu'il était envisagé de supprimer une arrivée AEP et de conserver uniquement celle près de la chaufferie.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p><u>Demande n°2</u> : dans un délai de 6 mois, l'exploitant installe un disjoncteur sur chaque arrivée d'eau. Les rapports d'installation et de vérification sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

N° 3 : Autosurveillance

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/03/2012, article 18.7, annexe 2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>18.7 - Analyse des eaux pluviales.</p> <p>Au moins une fois par an et en période de forte pluie, une analyse des eaux pluviales, provenant des surfaces imperméabilisées de l'établissement, sera réalisée par un organisme extérieur, avant leur rejet vers la rivière « Trambouze ».</p> <p>La concentration maximale en hydrocarbures devra respecter la valeur de 5 mg/l</p> <p>Annexe 2 - Valeurs limites pour le dépoussiéreur de la zone de tissage</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant a transmis les rapports suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - surveillance des eaux pluviales en date du 13/02/2025, les rejets respectent la valeur limite de l'arrêté préfectoral; - surveillance des rejets atmosphériques en date du 21/05/2024 : l'analyse a été faite au niveau du dépoussiéreur de la zone de tissage et des deux extracteurs de la centrale carderie. Les concentrations en poussières totales mesurées sont de 0,1 mg/Nm3 soit en dessous des valeurs limites.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/03/2012, article 24.3
Thème(s) : Risques chroniques, incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations électriques et les mises à la terre sont conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur.</p> <p>Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.</p> <p>L'installation électrique et le matériel électrique utilisés sont appropriés aux risques inhérents aux activités exercées. Toute installation ou appareillage conditionnant la sécurité doit pouvoir être maintenu en service ou mis en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation électrique normale.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis le rapport Q18 en date 20/02/2025 et a indiqué avoir mandaté une prestation de mise en conformité lors de l'année 2024. Le rapport conclut toujours que le site présente des risques incendie et/ou explosion. L'inspection constate que les observations concernant la présence de poussières et le manque d'étanchéité à la poussière du matériel électrique sont identiques.</p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant a transmis un rapport à connaissance concernant la pose de panneaux photovoltaïques en toiture. Ce PAC fera l'objet d'une instruction indépendamment de cette inspection.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p><u>Demande n°3 :</u> dans un délai de 6 mois, l'exploitant procède à la régularisation des non-conformités constatées lors du contrôle des installations électriques. Notamment, l'exploitant prend des mesures pour améliorer l'étanchéité des installations à la poussière produite par l'activité.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 5 : Moyens d'intervention en cas d'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/03/2012, article 27.2, 27.3
Thème(s) : Risques chroniques, incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>27.2 - Entretien des moyens d'intervention.</p> <p>Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.</p>

27.3 - Ressources en eau et mousse.

L'exploitant dispose à minima :

- d'appareils d'incendie (bouches, poteaux...) publics ou privés dont un implanté sur le site ;
- d'extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ; les extincteurs devront être répartis à l'intérieur des entrepôts, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées.
- de réserves de sable meuble et sec convenablement réparties, en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres et des pelles ;
- d'une installation de sprinklage sur l'ensemble du site à l'exception des bureaux, du local de maintenance et de l'ancien bâtiment "Brun" ;
- d'un moyen permettant d'alerter les services de secours ;
- de plans de locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours.

Constats :

L'exploitant a transmis les éléments suivants :

- pour les extincteurs : l'exploitant n'a pas été mesure de transmettre le dernier rapport de contrôle;
- pour les RIA : l'exploitant n'a toujours pas été en mesure de transmettre le dernier rapport de contrôle. L'exploitant a indiqué avoir des problèmes avec son prestataire. Le rapport du 14/09/2023 fait état de dysfonctionnement sur 7 RIA;
- pour le désenfumage : l'exploitant n'a pas été en mesure de transmettre un rapport de contrôle. L'inspection rappelle qu'un devis non signé en date du 15/05/24 pour des réparations avait été présenté lors de la précédente inspection.
- pour le sprinklage: l'exploitant a transmis le rapport de visite en date du 09/05/2025. Le rapport conclut qu'il reste des non-conformités susceptibles de mettre le système de sprinklage en échec. Notamment, les supports de tuyauterie mis en place par l'exploitant ne sont pas adaptés. L'exploitant a indiqué avoir commencé la révision trentenaire et que des travaux conséquent financièrement sont à prévoir. Ce rapport n'a pas été transmis à l'inspection.
- pour les poteaux incendies : le rapport de 2019 indique le seul poteau testé (N°25) ne permet pas de fournir le débit requis de 60 m3/h. Le deuxième poteau n'a pas été testé en raison d'une prise de 65 mm. A côté de ce poteau, des tuyaux adaptés sont stockés mais semblent en mauvais état. Lors de l'inspection, l'exploitant a transmis un devis non validé pour la pose d'un nouveau poteau.

Pour les RIA, le désenfumage et les extincteurs, l'exploitant a présenté un devis non signé pour leur vérification.

Compte tenu des non-conformités persistantes sur l'ensemble des moyens d'intervention en cas d'incendie, l'inspection propose à madame la préfète de mettre en demeure l'exploitant.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande n°4 (Mise en demeure) : Dans un délai de 6 mois, l'exploitant s'assure du bon fonctionnement des RIA, du système de désenfumage, du système de sprinklage. Les rapports de contrôle sont transmis à l'inspection des installations classées.

Demande n°5 (Mise en demeure) : Dans un délai de 1 an, l'exploitant s'assure que le débit disponible en eaux d'extinction est de 60 m³/h. Plusieurs solutions peuvent être envisagées : rénovation du deuxième poteau existant, l'ajout d'un poteau incendie interne, disponibilité d'un poteau incendie extérieur, réserve d'eau en interne.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 6 mois

N° 6 : Gestion des eaux d'extinction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/03/2012, article 17.4, 28.2.4

Thème(s) : Risques chroniques, incendie

Prescription contrôlée :

17.4 - Isolement avec les milieux.

Un système doit permettre l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

28.2.4 -Sols et rétentions

Récupération, confinement et rejet des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être polluées y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements. Les eaux d'extinction ainsi confinées lors d'un incendie sont analysées afin de déterminer si un traitement est nécessaire avant rejet.

Constats :

L'inspection rappelle que 2 points de rejets d'eau pluviale ont été visualisés lors de l'inspection au nord au niveau du parking. Un escalier en béton ouvert sur la Trambouze est également présent. Côté sud, un muret d'environ 50 cm est présent le long de la Trambouze. Lors de la dernière inspection, il a été demandé à l'exploitant d'étudier la mise en place d'un système permettant l'isolement des eaux d'extinction en cas d'incendie. Il est à noter qu'en cas d'incendie, côté Nord, les eaux polluées seront rejetées directement au milieu récepteur (la Trambouze).

Sur site, l'exploitant a mis à disposition des tapis permettant d'obturer les regards reliés à la Trambouze. L'exploitant a également isolé les accès à la Trambouze par des barrières en bois. L'inspection a constaté sur site que ces barrières ne sont pas étanches.

Concernant, l'isolement des réseaux d'assainissement du site, aucune action n'a été menée. Il

<p>avait été demandé à l'exploitant de réaliser une étude pour confinement des eaux d'extinction et de proposer un échéancier de mise en oeuvre. L'inspection accorde un délai supplémentaire avant de proposer d'une mise en demeure.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Demande n°6 : dans un délai de 6 mois, l'exploitant réalise une étude pour le confinement des eaux d'extinction et propose un échéancier de mise en oeuvre.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

N° 7 : Rétentions

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/03/2012, article 26.3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>26.3 - Rétentions.</p> <p>Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 100 % de la capacité du plus grand réservoir, - 50 % de la capacité des réservoirs associés.
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a pu constater que les deux GRV présents en extérieur sans rétention ont été évacués.</p> <p>Lors de l'inspection, la cuve d'huile d'ensimage et les GRV de produits sont toujours stockés en intérieur sans rétention.</p> <p>Compte tenu de la persistance de cette non-conformité, l'inspection propose à madame la préfète de mettre en demeure l'exploitant.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Demande n°7 (Mise en demeure) : dans un délai de 2 mois, l'exploitant met en place des rétentions de volumes adaptés sous l'ensemble des conteneurs.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>